

Questions au Feuilleton

L'AIDE FÉDÉRALE À LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
DE MONTRÉAL

Question n° 2257—**M. Hellyer**:

La Ligue des droits de l'homme de Montréal a-t-elle reçu une aide financière du gouvernement depuis le 1^{er} janvier 1972 dans le cadre du Programme des initiatives locales, de Perspectives-Jeunesse ou de tout autre programme fédéral et, dans l'affirmative, à quelles dates et pour quels montants?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Aucune subvention n'a été accordée à cet organisme depuis le 1^{er} janvier 1972 dans le cadre du Programme des initiatives locales et de Perspectives-Jeunesse. Cependant les montants suivants ont été donnés à «La Ligue des droits de l'homme»: Secrétariat d'État, le 11 septembre 1972, \$10,000; Secrétariat d'État, le 13 février 1973, \$7,000; Conseil des Arts, le 28 mars 1973, \$23,000.

LES SUBVENTIONS DU PP-J EN NOUVELLE-ÉCOSSE

Question n° 2269—**M. Nowlan**:

Au cours de 1973 et dans chaque circonscription fédérale de la Nouvelle-Écosse, a) combien de demandes de subventions dans le cadre du Programme Perspectives-Jeunesse a-t-on reçues, b) combien de projets a-t-on approuvés, c) quel était le montant total des subventions demandées, d) combien de semaines-hommes d'emploi ont résulté des projets autorisés?

L'hon. J. Hugh Faulkner (secrétaire d'État): a) Un répertoire de tous les projets subventionnés en 1973 dans le cadre du programme Perspectives-Jeunesse a été établi. Les projets y sont classés par province et dans l'ordre alphabétique des villes et localités où ils ont été réalisés, et non par circonscription électorale. Le répertoire donne le titre, le numéro et une brève description du projet, le montant de la subvention, le nombre de participants, de même que le nom et l'adresse du représentant du projet. Cette liste a été donnée aux députés. Le nombre de demandes reçues de la Nouvelle-Écosse pour les subventions au titre du programme Perspectives-Jeunesse en 1973 est de 549. b) 260. c) et d) \$1,646,509 pour 18,455 semaines-hommes d'emploi.

LES AVOCATS AU SERVICE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DANS L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Question n° 2271—**M. Cossitt**:

Quels sont le nom, l'adresse et la circonscription électorale de tous les avocats attachés au ministère de la Justice pour les travaux juridiques du gouvernement dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Le ministère de la Justice n'enregistre pas, par circonscriptions électorales, les noms et adresses des avocats qui ont agi en qualité de mandataires du ministre de la Justice. Également, il ne tient à jour aucune liste des avocats dont les services auraient été retenus pour des travaux ultérieurs, puisque les services des avocats ne sont pas ainsi retenus. Les noms et adresses de tous les avocats qui apparaissent aux dossiers du ministère de la Justice comme ayant effectué des services juridiques au nom du ministère de la Justice dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard entre

le 1^{er} avril 1972 et 31 mars 1973 figurent sur la liste ci-dessous. Bell, Morley, Summerside; Ghiz, J. A., Charlottetown; Large, Frederick A., Charlottetown; MacDonald G. Bruce, Summerside; MacDonald, Kennedy R., Montague; MacCleod, Summerside; McMahon George R., Summerside; Mullaly, George J., Charlottetown, O'Donnell Lester, Charlottetown; Sigsworth, D. F., Charlottetown; Tweedy, G. G., Charlottetown.

LES AVOCATS AU SERVICE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
AU MANITOBA

Question n° 2275—**M. Cossitt**:

Quels sont le nom, l'adresse et la circonscription électorale de tous les avocats attachés au ministère de la Justice pour les travaux juridiques du gouvernement dans la province du Manitoba?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Le ministère de la Justice n'enregistre pas, par circonscriptions électorales, les noms et adresses des avocats qui ont agi en qualité de mandataires du ministre de la Justice. Également, il ne tient à jour aucune liste des avocats dont les services auraient été retenus pour des travaux ultérieurs, puisque les services des avocats ne sont pas ainsi retenus. Les noms et adresses de tous les avocats qui apparaissent aux dossiers du ministère de la Justice comme ayant effectué des services juridiques au nom du ministre de la Justice dans la province du Manitoba entre le 1^{er} avril 1972 et 31 mars 1973 sont indiqués sur la liste ci-jointe. Bromley, Paul H., Winnipeg; Dewar, A. S., Winnipeg; Dilts, Gordon C., Winnipeg; Ferg, Patrick, Flin Flon; Margolis, David, Winnipeg.

LES AVOCATS AU SERVICE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
À TERRE-NEUVE

Question n° 2277—**M. Cossitt**:

Quels sont le nom, l'adresse et la circonscription électorale de tous les avocats attachés au ministère de la Justice pour les travaux juridiques du gouvernement dans la province de Terre-Neuve?

L'hon. Otto Lang (ministre de la Justice): Le ministère de la Justice n'enregistre pas, par circonscriptions électorales, les noms et adresses des avocats qui ont agi en qualité de mandataires du ministre de la Justice. Également, il ne tient à jour aucune liste des avocats dont les services auraient été retenus pour des travaux ultérieurs, puisque les services des avocats ne sont pas ainsi retenus. Les noms et adresses de tous les avocats qui apparaissent aux dossiers du ministère de la Justice comme ayant effectué des services juridiques au nom du ministre de la Justice dans la province de Terre-Neuve entre le 1^{er} avril 1972 et 31 mars 1973 sont indiqués sur la liste ci-jointe. Adams, W. G., Saint-Jean; Aylward, Fintan J., Saint-Jean; Barry, Leo D., Saint-Jean; Barlett & Co., Saint-Jean; Barlett, Rupert W., Saint-Jean; Carter, Alan William, Saint-Jean; Clarke, George W., Saint-Jean; Curtis, Dawe & Fagan, Saint-Jean; Fowler, F. P., Saint-Jean; Hawco, L. C., Corner Brook; Lewis, Aylward & Crosbie, Saint-Jean; Lewis, P. D., Saint-Jean; Martin, Easton, Woolridge, Corner Brook; Matthews, Claude, Grand Falls; Sparkes David B., Saint-Jean; Wells Clyde, Corner Brook.